

Interview de Charles Rutten: les premiers accords d'association de la Communauté (La Haye, 29 novembre 2006)

Source: Interview de Charles Rutten / CHARLES RUTTEN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- La Haye: CVCE [Prod.], 29.11.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:03:19, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_charles_rutten_les_premiers_accords_d_association_de_la_communaute_la_haye_29_novembre_2006-fr-5e7848b6-4be0-4469-921e-698f49ce40e2.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Charles Rutten: les premiers accords d'association de la Communauté (La Haye, 29 novembre 2006)

[Étienne Deschamps] Je voulais encore évoquer un point en ce qui concerne effectivement votre période à la représentation permanente à Bruxelles, qui concerne – je ne sais pas si vous en avez gardé un souvenir précis – la signature des accords d'association avec la Grèce et avec la Turquie. Est-ce que vous vous souvenez de ces négociations et de l'importance qui a été donnée – ou non – à ce moment-là, à ces accords avec ces deux pays particuliers?

[Charles Rutten] Oui, ce dont je me rappelle très vivement, c'est que les discussions sur ces demandes d'association qui venaient déjà très rapidement, c'était déjà en quarante... enfin, l'année après l'entrée en vigueur du traité de Rome, que d'abord les Grecs et, presque tout de suite après, les Turcs demandaient une association. Ces demandes étaient fortement appuyées par les États-Unis, pour des raisons politiques, parce qu'évidemment la Turquie, et aussi la Grèce, occupaient une position essentielle dans le cadre de l'OTAN et dans le cercle des pays de l'OTAN qui devait contenir l'Union soviétique et notamment, évidemment, la Turquie jouait un rôle tout à fait essentiel là. Et les États-Unis ont expliqué aux membres de la Communauté qu'on ne pouvait pas refuser à la Turquie, pour des raisons politiques, une association et pour la même raison, aux Grecs. Ça, c'était l'élément essentiel.

Pour le reste, les négociations économiques... je ne me rappelle pas les détails sur ces négociations économiques, je ne me rappelle pas que cela posait de grandes questions. La question de savoir... il y avait évidemment un aspect qui était politiquement important, c'était que ces deux accords contiennent un article qui prévoit la possibilité d'une adhésion comme membre entier dans la Communauté. Pour la Grèce, c'était plus ou moins naturel; pour la Turquie, ce n'était pas naturel du tout, mais ça n'a pas créé une discussion approfondie, parce que, si je me rappelle bien, tout le monde pensait que c'était une possibilité tellement lointaine que ce n'était pas nécessaire de vraiment avoir une discussion approfondie sur les conséquences de quelque chose qui, probablement, ne se ferait jamais. On n'a certainement pas discuté sur les problèmes de l'Islam et des relations entre l'influence islamique en Europe si la Turquie rejoindrait la... Non, on était encore innocent, en ce temps-là.